



ACADÉMIE DE TOULOUSE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des Pensions et du Chômage
Pôle PETREL
DIPC
Affaire suivie par :
Julie Nadal
Tél : 05 36 25 78 07
Mél : dipic@ac-toulouse.fr

75, rue Saint Roch CS 87703
31077 TOULOUSE Cedex 4

Toulouse, le 15 octobre 2024

Le Recteur de l'académie de Toulouse

à l'attention de Mesdames et Messieurs les personnels
fonctionnaires nés en 1971

Objet : Droit à l'information retraite des personnels titulaires nés en 1971 – Estimation Retraite (ER) campagne 2025

La loi du 21 août 2003 prévoit, dans son article 10, un droit pour tout assuré d'obtenir des informations sur sa situation individuelle en matière de retraite. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif, une estimation du montant de la pension doit être préparée pour les fonctionnaires nés en **1971**.

L'estimation de retraite (ER) qui vous sera transmise par le Ministère de l'économie et des finances l'année civile de vos 55 ans, récapitulera l'ensemble de votre carrière (fonction publique et autres régimes) et précisera, à titre indicatif, le montant de votre pension. Vous disposerez, le cas échéant, d'un droit de rectification.

A ce titre, il convient de reconstituer votre carrière au sein de la fonction publique. Afin d'éviter toute omission dans l'élaboration de l'ER, je vous remercie de bien vouloir compléter et renvoyer à votre gestionnaire du pôle Retraite, **par voie postale uniquement, avant le 31 janvier 2025**, le formulaire de recueil d'information ci-joint, accompagné des pièces demandées. Pour les personnels du 1er degré ayant commencé leur carrière en qualité d'instituteur, il convient de joindre l'arrêté de nomination en qualité d'élève-maître.

J'insiste particulièrement sur l'importance de l'élaboration de votre ER qui permettra une simulation de votre retraite, via l'ENSAP (<https://ensap.gouv.fr>) comportant les bonifications et majorations dans le cadre de la réglementation actuelle.

De plus l'ER est le premier document de référence permettant, à terme, la mise en paiement de votre retraite.

Je précise enfin que l'instruction de l'ER ne préjuge pas de la date du départ effectif à la retraite. Il vous appartiendra, le moment venu, de présenter une demande d'admission à la retraite dans les conditions générales et les délais fixés par les notes de service annuelles.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le recteur et par délégation,
Pour le secrétaire général empêché,
Le secrétaire général adjoint
Directeur des ressources humaines

Laurent MACH

CARRIERE

FONCTIONS EXERCEES DANS D'AUTRES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT OU DANS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Régions, Départements, Mairies,...) OU DES ETABLISSEMENTS RATTACHES (HÔPITAUX...) RELEVANT DE LA CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales).

Du (ou entre le...)	Au (et le...)	Administration ou Etablissement	Préciser Non Titulaire, Stagiaire, Titulaire	Si Non Titulaire, préciser non validé, validé, en cours de validation

Pièces à joindre : Si vous le détenez, joindre un état authentique de services (original ou copie) ou toutes pièces détenues

SERVICES D'AUXILIAIRE OU DE NON TITULAIRE

Du (ou entre le ...)	Au (et le...)	ACADEMIE D'EXERCICE	Ces services sont validés, non validés, en cours de validation ?

Etablissement fréquenté à la date de titularisation ou établissement dans lequel a été effectuée la validation :

Pièces à joindre : Dans les cas de services auxiliaires validés, joindre toutes les pièces justificatives en votre possession, originales ou copies (telles que la demande de validation, la décision de validation, la décision individuelle le titre de perception et la déclaration de recette).

SCOLARITES EFFECTUEES DANS DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION

École Normale, ENS, ENSET, ENSEPS, CPR, IPES, ENNA, CREPS, IRA,...

Du (ou entre le)	Au (et le...)	ETABLISSEMENT DE FORMATION

Centre de formation des PEGC, des PTA de LT, des conseillers psychologues scolaires, et dans les IREPS à partir du 1er octobre 1967

Du (ou entre le ...)	Au (et le ...)	ETABLISSEMENT DE FORMATION

Pièces à joindre dans les deux situations : certificat d'exercice et / ou de présence (précisant les dates extrêmes et si les traitements étaient soumis à retenues pour pensions civiles).

SERVICES EFFECTUES EN POSITION DE DETACHEMENT

Du (ou entre le...)	Au (et le...)	ETABLISSEMENT OU ORGANISME EMPLOYEUR

Pièces à joindre : tout document en votre possession

- pour les services effectués hors d'Europe, voir rubrique « services hors d'Europe », page suivante.

INTERRUPTIONS DE SERVICES (Congés pour convenance personnelles, disponibilité, congé parental,...)

Du (ou entre le...)	Au (et le...)	TYPE DE CONGES

Pièces à joindre : tout document en votre possession

AVEZ-VOUS BENEFICIE D'UN CONGE D'INACTIVITE POUR ETUDES OU D'UN CONGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ?

Si oui, préciser les dates :

AVEZ-VOUS BENEFICIE D'UNE BOURSE DE CONTINUATION D'ETUDES ?

(Uniquement bourse attribuée aux élèves instituteurs leur permettant de préparer l'Ecole Normale Supérieure).

Si oui, préciser les dates :

Pièce à joindre : Preuves de la perception d'une bourse de cette nature.

SERVICES DE STAGIAIRE ET DE TITULAIRE

Date de 1^{ère} nomination en qualité de stagiaire | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _

Date de 1^{ère} nomination en qualité de titulaire | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _

SERVICES MILITAIRES

↳ **Etat signalétique et des services militaires.** Réclamer cette pièce (**obligatoire**) à l'autorité militaire en indiquant : votre identité, le bureau de recrutement, la classe de recrutement, le numéro matricule. En cas d'exemption, fournir une photocopie des pages du livret militaire mentionnant l'identité et l'exemption.
Attention : à demander immédiatement (délai de plusieurs mois).

Adresses auxquelles doivent être demandés les états signalétiques et des services militaires :

Pour la Marine

Centre de traitement de l'information pour les ressources humaines de la Marine (CTIRH)
B.P. 413 TOULON LAMALGUE MARINE
83800 TOULON NAVAL ☎04.94.02.01.66

Pour l'Armée de Terre

Pour l'armée de l'Air
(Sous Officier non honoraire ou militaire de rang)
Bureau Central d'Archives Administratives Militaires
Caserne Bernadotte
64023 PAU CEDEX ☎05.59.40.46.92

Pour l'Armée de l'Air

(Officier ou sous-officier honoraire)
Bureau Central d'Incorporation et d'Archives de l'Armée de l'Air
01-510-Base aérienne n° 102
LONGVIC AIR – B.P. 8313
21083 DIJON CEDEX 09 ☎03.80.65.49.12

↳ Si vous avez effectué des services aériens, **relevé individuel des services aériens.**

↳ Si vous bénéficiez d'une pension militaire, **titre de pension militaire précisant les annuités liquidables.**

SERVICES HORS D'EUROPE

↳ Si vous avez exercé hors d'Europe (en tant que non-titulaire ou titulaire), **déclaration des congés passés en dehors du territoire d'exercice** (imprimé joint)

Si le détachement est en cours, la déclaration des congés définitive sera à fournir lors du départ à la retraite. Vous pouvez éventuellement fournir une déclaration pour les périodes déjà effectuées

CONGÉS

↳ Si vous avez bénéficié d'un congé de maternité ou d'adoption pendant une période de services à temps partiel après le 4 avril 1982, joindre une photocopie de la **décision du congé.**

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

(disciplines techniques)

↳ Joindre tout document (arrêté de nomination en qualité de stagiaire, avis de concours) précisant **votre mode de recrutement**, ainsi que copie des diplômes et certificats de travail dans l'industrie, ceci pour l'étude de la bonification prévue à l'article L 12h du code des pensions.

En l'absence de document attestant le mode de recrutement, faire une attestation sur l'honneur.

Pour les personnels ayant eu les deux concours (interne et externe), préciser le mode de recrutement choisi dans une attestation sur l'honneur.

Ce formulaire sera retourné à l'intéressé(e) si ne sont pas au moins présentes les pièces justifiant de l'Etat Civil, de la Situation de Famille et des Enfants ainsi que l'Etat Signalétique et des Services Militaires (ESSM). Pour ce dernier, étant donné les délais de délivrance par les différents services du Ministère de la Défense, le présent formulaire sera accepté avec une copie de la demande d'ESSM. L'ESSM devra être transmis à la DIPIC par l'intéressé dès réception.

Fait à _____ le _____

Signature _____



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale des Finances publiques
SERVICE DES RETRAITES DE L'ÉTAT
Département des retraites et de l'accueil
Bureau des retraites
10 boulevard Gaston Doumergue
44964 NANTES cedex 9
retraitesdeletat.gouv.fr



FINANCES PUBLIQUES

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

(une attestation par enfant concerné est requise)

Cette déclaration est établie afin d'étudier le droit à bonification au titre de l'article L12b du code des pensions civiles et militaires de retraite, pour l'enfant ci-dessous désigné, né avant le 1^{er} janvier 2004, hors activité au sein de la fonction publique.

Après avoir pris connaissance des dispositions de l'article L92¹ du code des pensions civiles et militaires de retraite ¹, je soussigné(e),

Nom d'usage :

Nom de naissance :

Prénom :

N° de sécurité sociale :

déclare sur l'honneur, à l'occasion de la naissance de l'enfant ci-dessous désigné :

NOM et prénom de l'enfant	Date de naissance JJ/MM/AAAA	Dates de début et de fin de l'interruption décrite ci-dessous
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

¹ Article L92 du code des pensions civiles et militaires de retraite :

* **article L92, alinéa 1 du code des pensions civiles et militaires de retraite** : « (...) Quiconque aura touché ou tenté de toucher les arrérages d'une pension dont il n'est pas titulaire ou pour l'encaissement de laquelle il n'a pas une procuration du véritable titulaire ou un mandat légal, quiconque aura fait une fausse déclaration pour obtenir la concession ou le paiement d'une pension, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus et d'une amende qui ne pourra excéder le montant des arrérages d'une année, le tout sans préjudice du remboursement des arrérages indûment touchés (...) ».

Cocher la case correspondante :

avoir bénéficié d'un **congé de maternité**,

prévu aux articles [L. 4138-2](#) et [L. 4138-4](#) du code de la défense, au 5° de l'[article 34 de la loi n° 84-16](#) du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, au 5° de l'[article 57 de la loi n° 84-53](#) du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, au 5° de l'[article 41 de la loi n° 86-33](#) du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux articles [L. 331-3](#) et [L. 615-19](#) du code de la sécurité sociale et à l'article 4 du décret n° [72-154](#) du 24 février 1972 modifié relatif aux congés en cas de maladie, maternité et d'accidents du travail dont peuvent bénéficier certains personnels ouvriers de l'Etat mensualisés ;

avoir bénéficié d'un **congé de présence parentale d'une durée continue d'au moins 2 mois**,

tel que prévu aux articles L. 4138-2 et [L. 4138-7](#) du code de la défense, à l'[article 40 bis](#) de la loi du 11 janvier 1984 susmentionnée, à l'[article 60 sexes](#) de la loi du 26 janvier 1984 susmentionnée, du 11° de l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susmentionnée, à l'[article 4 ter](#) du décret du 24 février 1972 susmentionné et à l'article L. 122-28-9 du code du travail ;

avoir bénéficié d'un **congé d'adoption d'une durée continue d'au moins 2 mois**,

prévu aux articles L. 4138-2 et L. 4138-4 du code de la défense, au 5° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susmentionnée, à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 susmentionnée, à l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susmentionnée, à l'article 4 du décret du 24 février 1972 susmentionné et aux articles [L. 331-7](#) et L. 615-19 du code de la sécurité sociale. **Document justificatif à joindre** (ex: versement allocation ou indemnité perçues pendant le dit congé)

avoir bénéficié d'un **congé parental d'une durée continue d'au moins 2 mois**,

tel que prévu aux articles [L. 4138-11](#) et [L. 4138-14](#) du code de la défense, à l'[article 54](#) de la loi du 11 janvier 1984 susmentionnée, à l'[article 75](#) de la loi du 26 janvier 1984 susmentionnée, à l'[article 64](#) de la loi du 9 janvier 1986 susmentionnée, à l'[article 4 bis](#) du décret du 24 février 1972 susmentionné et à l'article L. 122-28-1 du code du travail . **Document justificatif à joindre** (ex: versement allocation ou indemnité perçues pendant le dit congé)

avoir bénéficié d'une **disponibilité pour élever un enfant de moins de douze ans**

prévue au 1° de l'[article 47 du décret n° 85-986](#) du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions, au b de l'[article 24 du décret n° 86-68](#) du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux, au b de l'[article 34 du décret n° 88-976](#) du 13 octobre 1988 relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers et à l'[article 5 du décret n° 2004-1056](#) du 5 octobre 2004 relatif au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État. **Document justificatif à joindre** (ex: versement allocation ou indemnité perçues pendant le dit congé)

ne pas avoir bénéficié d'un des congés précités

N.B : les références réglementaires ci-dessus mentionnées sont extraites de l'article R13 du CPCMR dans sa rédaction actuellement en vigueur, telle qu'issue du décret n°2010-1741 du 30 décembre 2010

OBSERVATIONS :

En l'absence de justificatifs, indiquer ici le nom et l'adresse de votre employeur au moment du congé pour l'enfant concerné :

Fait à :

le :

SIGNATURE (OBLIGATOIRE) :

**Durée des congés passés en dehors du territoire d'exercice des fonctions
pendant la ou les période(s) ci-dessus :**

Année	Durée du congé		Lieu où a été passé le congé
	Mois	Jours	

Fait à

le

Signature

Rappel des dispositions de l'article L92, alinéa 1 du code des pensions civiles et militaires de retraite

« (...) Quiconque aura touché ou tenté de toucher les arrérages d'une pension dont il n'est pas titulaire ou pour l'encaissement de laquelle il n'a pas une procuration du véritable titulaire ou un mandat légal, quiconque aura fait une fausse déclaration pour obtenir la concession ou le paiement d'une pension, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus et d'une amende qui ne pourra excéder le montant des arrérages d'une année, le tout sans préjudice du remboursement des arrérages indûment touchés (...) ».